

Immigration et identité culturelle

Multiple, l'Allemagne l'a toujours été. Par son histoire et son organisation fédérale, elle est composée d'identités régionales diverses que les seize Länder entretiennent jalousement. Au cours des dernières décennies, l'immigration est venue alimenter et renforcer cette diversité selon un triple schéma : d'abord, le recours à une importante main-d'œuvre étrangère à partir des années 1960, ainsi que le regroupement familial qui l'a suivi ; ensuite, l'accueil de plusieurs millions de (*Spät*)*aussiedler*, ces « rapatriés (tardifs) »¹ issus de l'ancien bloc de l'Est ; enfin, l'admission de nombreux demandeurs d'asile en vertu d'une législation qui, jusqu'en 1992, était beaucoup plus généreuse que dans les autres pays européens. D'après le recensement de 2010², un cinquième de la population allemande est aujourd'hui issu de l'immigration (15,7 millions de personnes, dont 8,6 millions ont la nationalité allemande). Si la Turquie reste le premier pays d'origine des immigrés (14,1 %), elle est loin d'être le seul, la Pologne et la Fédération de Russie étant aussi fortement représentées (respectivement 10,5 % et 9,2 % des immigrés). Alors qu'elle est en train de devenir un pays d'émigration³, l'Allemagne du XXI^e siècle ne saurait plus se penser sans immigration ni diversité culturelle. Et pourtant, les discussions sur le vivre-ensemble continuent de s'accompagner de crispations identitaires et de prudents non-dits.

La réalité de l'immigration

Un premier tabou tombe à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement rouge-vert met officiellement fin au mythe selon lequel l'Allemagne n'est pas un pays d'immigration. Jusqu'alors, deux thèses se

côtoyaient dans le discours public allemand. Alors que la droite préconisait la limitation de l'immigration et le retour des *Gastarbeiter* (travailleurs invités) dans leur pays d'origine quelques années après leur arrivée, la gauche pariait sur leur installation et en appelait au respect des différences dans un contexte multiculturel. Pour aussi antinomiques qu'ils soient, ces modèles ont tous deux eu pour résultat une politique du laisser-faire, car il aurait été dans un cas inutile, dans l'autre illégitime d'intervenir dans l'univers culturel des immigrés et de leurs descendants. La prise de conscience de leur faible insertion dans le système éducatif et sur le marché du travail, mais aussi le choc des attentats du 11 septembre 2001, sont à l'origine d'un changement de vision qui contribue à une normalisation de l'Allemagne dans le contexte européen.

Sur le plan juridico-politique, l'évolution des mentalités se traduit d'abord par une réforme du Code de la nationalité, adoptée en 1999. Après de longues et difficiles négociations entre le gouvernement rouge-vert et l'opposition conservatrice, des éléments de droit du sol sont venus s'ajouter au traditionnel droit du sang⁴. Cette prise de conscience se traduit également par l'adoption en 2004 d'une loi sur l'immigration comparable à la législation des autres États européens. Objet de confrontation idéologique par excellence, cette nouvelle législation définit pour la première fois une politique d'intégration proactive, reposant pour l'essentiel sur des cours de langue et d'orientation sur la société pour les nouveaux arrivants.

Les responsables politiques s'accordent depuis sur le principe et sur les modalités d'une telle « intégration de rattrapage »⁵. Quelles que soient les différences partisans, concernant par exemple le droit de vote des étrangers aux élections municipales ou le principe de

¹ Les rapatriés qui ont rejoint l'Allemagne après la chute du Mur sont qualifiés de « tardifs ».

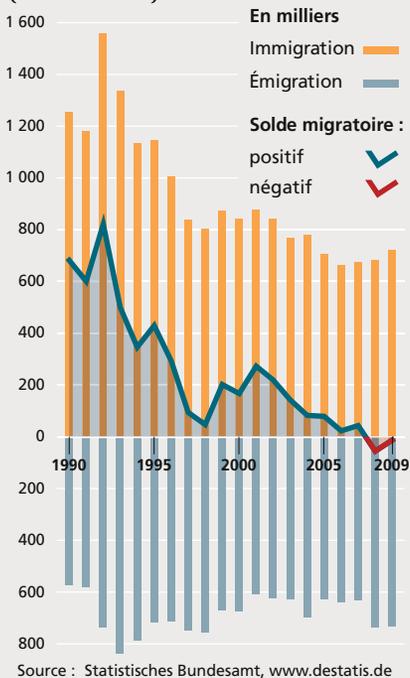
² Office fédéral des statistiques, communiqué de presse n° 355, 26 septembre 2011.

³ Depuis quelques années, le solde migratoire est négatif en Allemagne. C'est notamment le cas vis-à-vis de la Turquie, en faveur de laquelle l'Allemagne a perdu plus de 10 000 habitants en 2008 (émigration nette). Voir Reiner Klingholz, « Ausländer her », *Der Spiegel*, n° 35, 30 août 2010.

⁴ La loi en vigueur jusqu'en 1999 datait de 1913 et de l'institution du droit de citoyenneté du Reich.

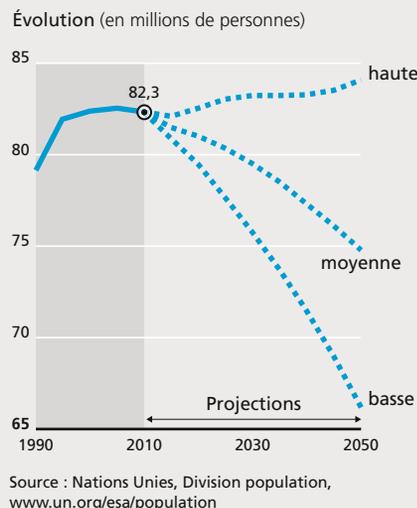
⁵ Klaus J. Bade, « Integration – versäumte Chancen und nachholende Politik », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 22-23, 2007, p. 32-38.

Solde migratoire de Allemagne (1990-2009)



Réalisation : R. Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dila, Paris, 2012

La population allemande (1990-2050)



Réalisation : R. Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dila, Paris, 2012

la double nationalité⁶, il existe un consensus pour axer l'intégration sur l'apprentissage de l'allemand. Arrivée au pouvoir en 2005, la chrétienne-démocrate Angela Merkel a poursuivi cette voie mêlant, dans un ensemble de mesures symboliques, communication et coercition. À titre d'exemple, on peut citer l'obligation faite aux épouses d'immigrés hors Union européenne de prouver leur connaissance de l'allemand avant d'être autorisées à rejoindre leur conjoint en Allemagne.

En parallèle, les efforts portent sur l'institutionnalisation du dialogue interculturel, visant non plus à « discuter des migrants, mais avec les migrants »⁷ des défis de l'intégration au quotidien. Dans le même esprit, l'ancien ministre fédéral de l'Intérieur Wolfgang Schäuble a créé en 2006 la Conférence allemande sur l'islam, réunissant à plusieurs reprises des repré-

⁶ Les enfants nés en Allemagne de parents étrangers disposent de la double nationalité jusqu'à leur majorité, âge auquel ils doivent choisir l'une d'entre elles. Le SPD, les Verts et Die Linke en appellent à une réforme de la législation, de façon à ce que la double nationalité soit également possible à l'âge adulte ; la CDU s'y oppose.

⁷ Gouvernement fédéral, « Nationaler Integrationsplan », communiqué de presse du 12 juillet 2007 (www.bundesregierung.de).

sentants de l'islam et des institutions politiques pour définir les règles du vivre-ensemble, qu'il s'agisse de la construction de mosquées ou de l'introduction de cours de religion musulmane à l'école.

Islam et société

Comme l'a rappelé la polémique autour du livre de Thilo Sarrazin⁸ à l'été 2010, les esprits sont en réalité beaucoup moins apaisés que ne le laisse supposer cette rhétorique consensuelle. À l'aide de statistiques contestées et de théories du déterminisme biologique, cet ancien sénateur social-démocrate de Berlin s'est attaché à démontrer que les immigrés, parce qu'ils vivent aux crochets de l'État social et ont une croissance démographique supérieure à la moyenne allemande, entraînent le pays à sa perte. Selon lui, bien des problèmes de l'Allemagne sont liés à la culture musulmane, à laquelle appartiennent environ 4 millions de personnes : « Je n'aimerais pas que le pays de mes enfants et petits-enfants soit pour une grande part musulman, que l'on y parle largement turc et arabe, que les femmes portent le foulard et que le jour soit rythmé par l'appel du muezzin. »

L'engouement suscité par ce best-seller outre-Rhin traduit la frustration d'une partie de la population face

⁸ *Deutschland schafft sich ab: Wie wir unser Land aufs Spiel setzen* [L'Allemagne court à sa perte : comment nous compromettons l'avenir de notre pays], Deutsche Verlags-Anstalt, Munich, 2010.



Le Premier ministre turc Recep Erdogan s'adresse à la communauté turque résidant en Allemagne lors d'une réunion publique à Düsseldorf en février 2011, juste avant les élections en Turquie.

© AFP

au discours politiquement correct des responsables politiques de gauche comme de droite, ainsi que ses craintes de voir l'identité allemande menacée dans ses fondements. À l'inverse, le fait que les plus hautes personnalités de l'État – de la chancelière fédérale au président de la Bundesbank, en passant par le chef du Parti social-démocrate – aient immédiatement dénoncé l'ouvrage a contribué à alimenter ce soupçon. Il souligne en effet la peur des décideurs de voir l'Allemagne associée au racisme et s'engager dans une discussion perçue comme dangereuse.

Ce que révèle au fond cette polémique, c'est l'existence d'un autre tabou, passé quasi inaperçu au cours de la dernière décennie, car relégué au second plan par le débat sur l'immigration. En se concentrant sur l'apprentissage de la langue, ainsi que sur l'éducation et, dans une moindre mesure, sur la politique urbaine, la politique a en effet éludé les questions culturelles et religieuses pourtant liées à l'immigration. Lorsque la religion musulmane est abordée, comme lors de la Conférence allemande sur l'islam, c'est pour l'essentiel sous un angle pratique, afin d'en organiser le quotidien, mais rarement en termes de valeurs.

Or les traditions liées à l'islam, qu'il s'agisse de la place des femmes dans la société, du rapport à la critique ou encore à la liberté d'expression, ont aussi une dimension politique et ne sauraient de ce fait être cantonnées à la sphère privée. C'est d'ailleurs à ce titre que certains intellectuels, comme la romancière Marion Maron, la sociologue Nekla Kelek ou l'historien Hans-Ulrich Wehler, ont pris la défense de Thilo Sarrazin.

Les responsables allemands savent mieux que quiconque que la République fédérale s'est construite contre la xénophobie et l'intolérance, et c'est à juste titre qu'ils refusent d'entrer dans le jeu de la provocation. En même temps, ils ne sauraient oublier que le pluralisme et la démocratie exigent un débat ouvert entre ses membres – sauf précisément à exclure certains d'entre eux, en les reléguant au rang d'étrangers. Pour poursuivre sur la voie de l'intégration, il reste à l'Allemagne, après avoir reconnu la réalité de l'immigration, à se confronter à sa dimension culturelle et religieuse.

Claire Demesmay *

* Responsable du programme franco-allemand de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP) à Berlin.